



Assemblée générale

Distr. générale
20 mars 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005*

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 22

Développement économique et social en Asie occidentale

(Programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005)**

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	3
A. Organes directeurs	8
B. Direction exécutive et administration	9
C. Programme de travail	11
Sous-programme 1. Politiques de gestion intégrée des ressources régionales pour le développement durable	12
Sous-programme 2. Politiques sociales intégrées	16
Sous-programme 3. Analyse et prévisions économiques en matière de développement régional	20
Sous-programme 4. Intégration régionale et adaptation à la mondialisation	23
Sous-programme 5. Technologies de l'information et de la communication au service de l'intégration régionale	26
Sous-programme 6. Homogénéisation des statistiques comparables en vue d'améliorer la planification et la prise de décisions	30

* Le budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session* (A/58/6/Rev.1).

** *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 6* (A/57/6/Rev.1).



	D. Appui au programme.	33
Annexe		
	Produits récurrents qui ne seront pas exécutés au cours de l'exercice biennal 2004-2005	38

Chapitre 22

Développement économique et social en Asie occidentale

(Programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005)

Vue d'ensemble

- 22.1 Le programme de travail élaboré au titre de ce chapitre s'inscrit dans le cadre du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005 et sera exécuté par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Il comprend six sous-programmes interdépendants.
- 22.2 L'objectif du programme est d'accélérer le développement social, économique et technologique de la région et de mettre fin à l'exploitation non durable de ses ressources naturelles. Le meilleur moyen d'obtenir ce résultat consiste à faciliter l'intégration régionale arabe, conformément à l'instruction donnée par la Commission au secrétariat de la CESAO lors de sa vingt et unième session.
- 22.3 La région couverte par la CESAO est confrontée à quatre grands défis : a) l'absence de politiques sociales globales, intégrées et durables, prenant en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement; b) la nécessité d'examiner l'impact des variables économiques sur la dimension sociale du développement dans la recherche de mesures visant à remédier au déséquilibre entre la situation économique et la croissance soutenue de la population; c) la nécessité de relever les défis que posent la mondialisation et la libéralisation du commerce qui s'opère sous l'égide de l'OMC; et d) la nécessité de s'adapter aux exigences de l'évolution rapide des technologies et de combler le fossé numérique. Ces questions revêtent une acuité particulière dans une région caractérisée par un rapide taux de croissance démographique, de nombreux conflits et la rareté des ressources en eau.
- 22.4 Le programme, qui prend en compte le rapport du Secrétaire général intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement » (A/57/387 et Corr.1) et la résolution 57/300 adoptée par l'Assemblée générale sur le même sujet, reflète l'approche stratégique de la réforme menée par la Commission au cours de l'exercice 2002-2003 et complétée au cours de l'exercice biennal 2004-2005. Cette approche s'appuie sur des critères rationnels visant à mettre en lumière et à renforcer des éléments existants du programme et à en ajouter de nouveaux. La Commission continuera de rationaliser ses activités en les axant, au niveau des sous-programmes, sur les quatre domaines prioritaires clefs, spécifiques à la région qui sont également au coeur des objectifs de la Déclaration du Millénaire et des textes issus du Consensus de Monterrey et du Sommet de Johannesburg, à savoir : a) la gestion des politiques sociales, étant donné que les politiques sociales des pays de la région de la CESAO sont souvent segmentées; b) la gestion de l'eau et de l'énergie, compte tenu de l'importance de l'eau dans une région qui se caractérise à la fois par la rareté des ressources en eau, dont la plupart sont partagées, et par l'abondance des ressources en énergie; c) la gestion de la mondialisation, élément moteur du développement économique mondial; et d) la gestion de la technologie, question qui revêt une importance particulière dans la région compte tenu de l'ampleur du fossé numérique. Pour ce qui est de l'exécution du programme, des équipes de travail, constituées au sein des divisions ou interdivisions, et affectées à des tâches précises, suivront une approche multidisciplinaire globale faisant ressortir les liens entre les quatre domaines prioritaires retenus. Des aménagements ont été apportés à la structure organisationnelle afin de prendre en compte ces priorités.
- 22.5 Conformément à ses objectifs, le programme réorientera ses activités dans le domaine du développement social en vue de sensibiliser les États membres à la nécessité d'élargir le champ des aspects sociaux du développement, de traiter les questions urgentes et d'élaborer des politiques

sociales intégrées et durables. Prenant acte des places respectives du secteur agricole et du secteur industriel en tant que premier consommateur d'eau et premier consommateur d'énergie, la Commission a regroupé les activités relatives aux secteurs industriels et agricoles et aux secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'environnement, afin de consolider le programme de travail, de mieux tirer parti des synergies interdisciplinaires, d'éliminer les doubles emplois et de mieux cibler les actions. Le regroupement des questions relatives à la mondialisation et à l'intégration régionale en un sous-programme unique témoigne aussi des efforts faits par la Commission pour tirer parti des synergies et du rôle catalyseur que pourrait jouer l'intégration économique régionale en facilitant l'intégration dans l'économie mondiale. De même, inclure les questions relatives au transport dans le sous-programme relatif à la mondialisation permet d'opérer des synergies au sein du programme dans la mesure où le développement des transports et la facilitation du commerce – question essentielle dans le cadre du système de l'OMC – sont étroitement liés.

- 22.6 La Commission aidera également les États membres à adhérer à l'OMC, à appliquer les accords du système commercial multilatéral et à se préparer à affronter la concurrence sur les marchés régionaux et internationaux. Elle s'efforcera de mettre en lumière l'importance relative des secteurs fondés sur le savoir, secteurs de pointe de l'économie mondiale, qui pourraient devenir les moteurs du développement régional, et d'introduire les technologies de l'information et des communications en tant qu'instruments de réduction de la pauvreté et de création d'emplois, susceptibles de promouvoir une meilleure qualité de vie sans demander d'énormes investissements et sans causer de dommages écologiques. Le sous-programme 5 est entièrement consacré à cet objectif. En outre, la Commission aidera les États membres à accroître leur capacité d'évaluer quantitativement les données et tendances économiques et financières et de coordonner les politiques économiques afin de promouvoir le développement économique de la région par le biais du sous-programme 3, qui est explicitement consacré à cet objectif.
- 22.7 Le programme continuera d'être un forum où les préoccupations des pays membres pourront s'exprimer, un lieu de dialogue et de mise en commun des pratiques optimales. Comme par le passé, il permettra d'aider les États membres en les sensibilisant aux grandes questions et visera à faciliter l'émergence d'un consensus et l'adoption de positions régionales sur les questions qui sont examinées lors des forums mondiaux.
- 22.8 La Commission mènera ses activités en collaboration avec les organismes des Nations Unies et les entités régionales et internationales, et en particulier : le Département des affaires économiques et sociales, la CNUCED, d'autres commissions régionales des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, les institutions de Bretton Woods et l'OMC. Au niveau régional, les partenaires comprennent la Ligue des États arabes et le Fonds arabe pour le développement économique et social et ses organes subsidiaires. Les activités de collaboration et de coopération comprendront l'organisation de réunions conjointes, la réalisation d'études conjointes et la mise en commun des informations et des expériences. Comme par le passé, des mesures seront prises pour renforcer la coopération entre entités régionales du système des Nations Unies par l'intermédiaire du Groupe régional de coordination. La Commission s'emploiera également à associer à ses travaux les institutions de la société civile.
- 22.9 La rationalisation de la gamme des produits, entamée lors du précédent exercice biennal dans le cadre de la restructuration des programmes de la Commission, a entraîné une réduction de 15 % du nombre des produits du programme 2002-2003, résultant pour l'essentiel de la suppression de publications isolées. Une réduction supplémentaire de 12 % sera opérée au cours de la période

2004-2005. Cette réduction qui vise à concentrer sur des produits essentiels des ressources qui sont limitées, permet aussi de renforcer les synergies interdisciplinaires et d'exploiter les possibilités offertes par le passage d'une approche quantitative à une approche qualitative afin d'optimiser l'impact du programme.

- 22.10 Les principales réalisations escomptées et indicateurs de succès pour l'exercice 2004-2005 sont décrits, avec indication des ressources nécessaires, dans les sections Programme de travail et Direction exécutive et administration. Le tableau 22.1 ci-après résume le cadre général des réalisations escomptées et des indicateurs de succès.

Tableau 22.1

Récapitulation des réalisations escomptées et des indicateurs de succès, par grande rubrique

<i>Rubrique</i>	<i>Nombre de réalisations escomptées</i>	<i>Nombre d'indicateurs de succès</i>
A. Direction exécutive et administration	4	6
B. Programme de travail	—	—
1. Gestion intégrée des ressources régionales pour le développement durable	4	8
2. Politiques sociales intégrées	5	10
3. Analyse et prévisions économiques en matière de développement régional	4	4
4. Intégration régionale et adaptation à la mondialisation	4	7
5. Technologies de l'information et des communications au service du développement régional	5	7
6. Homogénéisations des statistiques en vue d'améliorer la planification et la prise de décisions	4	5
Total	30	47

- 22.11 Les ressources proposées à ce chapitre s'élèvent à 51 066 300 dollars, soit une augmentation de 1 223 500 dollars (plus 2,4 % aux taux de 2002-2003). Cette augmentation reflète tout un ensemble d'ajustements qu'il est proposé d'apporter aux activités et aux ressources. Les modifications sont indiquées au tableau 22.4 et peuvent se résumer comme suit :

- a) L'augmentation de 209 900 dollars prévue à la rubrique Direction exécutive et administration s'explique par l'effet-report de l'accroissement approuvé en 2002-2003 (125 800 dollars) et par un montant supplémentaire de 27 400 dollars prévu au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et des heures supplémentaires et de 56 700 dollars au titre des groupes d'experts;
- b) L'augmentation de 336 400 dollars à la rubrique Programme de travail s'explique par :
 - i) l'effet-report de l'augmentation approuvée en 2002-2003 au titre du sous-programme 6 (Des statistiques comparables permettant d'améliorer la planification et la prise de décisions), le reclassement de deux postes P-4 à la classe P-5, l'un au titre du sous-programme 1 (Gestion intégrée des ressources régionales en vue du développement durable), l'autre au titre du sous-programme 4 (Intégration régionale et adaptation à la mondialisation) et le reclassement d'un poste d'agent local à la classe P-2/1 dans le sous-programme 2 (Politiques sociales intégrées) (319 900 dollars); et ii) des ressources supplémentaires de 16 500 dollars au titre des objets de dépenses autres que les postes, correspondant à une augmentation de 96 700 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et des heures

supplémentaires, largement compensée par une diminution au titre des consultants et experts (61 000 dollars) et des frais de voyage (19 200 dollars);

- c) L'augmentation de 677 200 dollars à la rubrique « Appui au programme » représente le solde net de l'effet-report des dépenses approuvées en 2002-2003 (plus 1 081 500 dollars) et d'une diminution due à des modifications des diverses dépenses hors postes (moins 404 300 dollars).

- 22.12 Au cours de l'exercice biennal 2004-2005, il est prévu de compléter les ressources du budget ordinaire par des fonds extrabudgétaires d'un montant de 1,4 million de dollars afin de financer des activités dans les domaines suivants : a) formation en vue de développer la capacité régionale d'analyse des politiques; b) développement communautaire local dans les régions rurales arabes; c) renforcement des capacités nationales des États membres en matière de calcul des parités de pouvoir d'achat et de réalisation d'études comparatives dans le domaine du développement économique; et d) lancement d'installations pilotes dans certains pays membres de la Commission afin de réaliser et d'évaluer des projets de création d'emplois et de réduction de la pauvreté faisant appel aux nouvelles technologies.
- 22.13 Compte tenu de la situation particulière de la région, la Commission a toujours éprouvé des difficultés à évaluer le montant des fonds extrabudgétaires dont elle pourra disposer. Toutefois, grâce aux efforts de son secrétariat, elle a réussi durant les exercices biennaux 2000-2001 et 2002-2003 à mobiliser des ressources supérieures à celles qui avaient été prévues initialement.
- 22.14 Le secrétariat de la Commission a entamé des consultations avec les États membres sur le contenu du programme de travail par l'intermédiaire du Comité consultatif qui a été créé à cette fin en vertu de la résolution 175 (XV) de la Commission, en date du 18 mai 1989. Les États membres devraient en outre examiner l'ensemble du projet de programme de travail lors de la vingt-deuxième session de la Commission, qui se tiendra en avril 2003.
- 22.15 La parution des publications, en tant que partie intégrante du programme de travail, a été revue en fonction de chaque sous-programme. On trouvera dans le tableau ci-dessous et dans la section « Produits » de chacun des sous-programmes les prévisions concernant les publications en série et les publications isolées.

Tableau 22.2

Tableau récapitulatif des publications

<i>Publications</i>	<i>2000-2001 Nombre effectif</i>	<i>2002-2003 Estimation</i>	<i>2004-2005 Prévision</i>
Publications en série	36	53	48
Publications isolées	68	50	28
Total	104	103	76

- 22.16 La ventilation en pourcentage des ressources prévues à ce chapitre est donnée dans le tableau 22.3 ci-après.

Tableau 22.3

Répartition des ressources par grande rubrique, en pourcentage

<i>Rubrique</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>
A. Organes directeurs	0,2	—
B. Direction exécutive et administration	5,5	—
C. Programme de travail	45,5	100,0
Sous-programme 1. Gestion intégrée des ressources régionales en vue du développement durable	12,2	7,1
Sous-programme 2. Politiques sociales intégrées	10,9	21,4
Sous-programme 3. Analyse économique et prévisions relatives au développement régional	6,6	53,6
Sous-programme 4. Intégration régionale et adaptation à la mondialisation	9,2	—
Sous-programme 5. Technologies de l'information et de la communication au service du développement social	6,0	17,9
Sous-programme 6. Des statistiques comparables permettant d'améliorer la planification et la prise de décisions	0,6	—
D. Appui au programme	48,8	—
Total	100,0	100,0

Tableau 22.4

Ressources nécessaires, par grande rubrique

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Rubrique</i>	<i>2000-2001 Dépenses effectives</i>	<i>2002-2003 Crédits ouverts</i>	<i>Augmentation</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>2004-2005 Dépenses prévues</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Organes directeurs	77,1	115,5	—	—	115,5	3,3	118,8
Direction exécutive et administration	1 749,4	2 584,3	209,9	8,1	2 794,2	173,1	2 967,3
Programme de travail	20 051,3	22 873,4	336,4	1,4	23 209,8	1 353,7	24 563,5
Appui au programme	23 851,7	24 269,6	677,2	2,7	24 946,8	1 103,3	26 050,1
Total (1)	45 729,5	49 842,8	1 223,5	2,4	51 066,3	2 633,4	53 699,7

2) *Fonds extrabudgétaires*

	<i>2000-2001 Dépenses effectives</i>	<i>2002-2003 Dépenses estimatives</i>	<i>2004-2005 Dépenses prévues</i>
Total (2)	2 963,0	2 356,7	1 400,0
Total [(1) + (2)]	48 692,5	52 199,5	55 099,7

Tableau 22.5

Postes nécessaires

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires				Total	
			Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	2002- 2003	2004- 2005	2002- 2003	2004- 2005	2002- 2003	2004- 2005	2002- 2003	2004- 2005
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
SSG	—	—	—	—	—	—	—	—
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	7	7	—	—	—	—	7	7
P-5	21	23	—	—	2	—	23	23
P-4/3	61	59	—	—	—	—	61	59
P-2/1	15	16	—	—	—	—	15	16
Total partiel	106	107	—	—	2	—	108	107
Autres catégories								
Agents locaux	182	181	—	—	—	—	182	181
Agents du service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total partiel	185	184	—	—	—	—	185	184
Total	291	291	—	—	2	—	293	291

A. Organes directeurs**Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 115 500 dollars**

- 22.17 La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale compte 13 États membres. Elle se réunit une fois tous les deux ans, en général à son siège. Jusqu'en 1999, les travaux de la Commission étaient précédés d'une session du Comité technique qui a été transformé en Comité préparatoire en application de la résolution 223 (XX) de la Commission en date du 27 mai 1999. Conformément à cette résolution, à partir de 2005, le Comité préparatoire se réunira avant la plénière pour examiner les points de l'ordre du jour. En 2005, la Commission tiendra sa vingt-troisième session, durant laquelle trois journées seront consacrées à la réunion du Comité préparatoire et deux journées à la plénière. Le mécanisme intergouvernemental de la Commission comprend six organes subsidiaires chargés d'aider la Commission pour les questions de programmation, notamment le suivi et l'évaluation des résultats du programme, et de la conseiller sur l'élaboration des programmes de travail liés à leurs domaines de compétence respectifs. Ces six comités intergouvernementaux sont les suivants : a) le Comité de statistique; b) le Comité du développement social; c) le Comité de l'énergie; d) le Comité des ressources en eau; e) le Comité des transports; et f) le Comité technique sur la libéralisation du commerce international et la mondialisation de l'économie dans les pays de la région de la CESA. Cinq de ces six organes subsidiaires se réunissent tous les deux ans, le Comité des transports se réunissant tous les ans. Le calendrier des réunions durant l'exercice biennal 2004-2005 s'établit comme suit : sixième session du Comité de statistique (3 jours en 2004); cinquième session du Comité du développement social (3 jours en 2004); cinquième session du Comité de l'énergie (2 jours en 2004); sixième session du Comité des ressources en eau (3 jours en 2004); et quatrième session du Comité technique sur la libéralisation du commerce international et la mondialisation de l'économie dans les pays de la

région de la CESAO (2 jours en 2005). Les cinquième et sixième sessions du Comité des transports, de trois jours chacune, auront lieu en 2004 et en 2005, respectivement.

Tableau 22.6

Ressources nécessaires

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	—	—	—	—
Autres rubriques	115,5	115,5	—	—
Total	115,5	115,5	—	—

- 22.18 Le montant de 115 500 dollars (inchangé) doit permettre de couvrir le coût du personnel temporaire chargé d'assurer le service (interprétation et traduction, notamment) des sessions de la Commission, du Comité préparatoire et des six comités subsidiaires.

B. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 794 200 dollars

- 22.19 Sous la rubrique « Direction exécutive et administration » sont regroupés le Bureau du Secrétaire exécutif et les services d'information.

Tableau 22.7

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif : Assurer l'application intégrale des directives des organes délibérants et le respect des politiques et procédures de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la gestion du programme de travail et des ressources humaines et financières.

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Programme de travail efficacement géré et ressources humaines et financières convenablement utilisées.	a) i) Fourniture des produits et services en temps voulu; ii) Recrutement et affectation du personnel en temps voulu; iii) Utilisation intégrale des ressources.
b) Identification des nouvelles questions sur lesquelles devraient se pencher les États Membres.	b) Nombre d'occasions où les États Membres ont abordé les questions qui ont été portées à leur attention.

c) Mise en place des opérations sur le terrain en temps voulu.	c) Réduction du nombre de contretemps dans le cadre de la mise en place d'opérations.
d) Plus grande cohérence des politiques de gestion des activités de désarmement de l'Organisation des Nations Unies.	d) Accroissement du nombre d'activités entreprises en collaboration avec d'autres organismes.

- 22.20 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction d'ensemble, supervise les programmes et oriente les politiques des divisions techniques et d'autres services d'appui, notamment le Groupe de coordination des statistiques et les services de conférence et de bibliothèque dans les domaines de la planification, de la coordination, de la gestion intégrée et de la coopération technique; maintient des contacts périodiques avec les représentants des États membres pour examiner les questions techniques qui intéressent les États membres et l'ensemble de la région; prend des mesures concrètes pour renforcer la collaboration et la coordination entre la Commission et le Secrétariat de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales et régionales; et fournit des orientations générales aux services d'information du secrétariat de la Commission.
- 22.21 Le Bureau du Secrétaire exécutif supervise la bonne marche du mécanisme intergouvernemental de la Commission, notamment la session ordinaire et les organes subsidiaires. Il coordonne également les activités du secrétariat du Groupe régional de coordination, créé en 1999 pour faciliter les consultations avec les autres entités des Nations Unies dans la région de la CESA, ainsi que les activités du Comité consultatif de la CESA, créé par la résolution 175 (XV) du 18 mai 1989 pour faciliter les consultations entre le secrétariat de la Commission et les États membres.
- 22.22 Par ailleurs, le Bureau du Secrétaire exécutif supervise les activités d'information par l'entremise des services d'information et du Centre d'information des Nations Unies. Ces activités ont pour objectif de sensibiliser le public à l'action du système des Nations Unies en général et plus particulièrement à l'action menée au Liban par la CESA et les institutions spécialisées. Il est prévu de diffuser l'information et de lancer des campagnes dans les médias, de publier des bulletins d'information, des communiqués et des dossiers de presse, de produire des programmes audio et vidéo de qualité, d'élaborer un fascicule d'information sur la CESA, de réaliser des interviews et d'organiser des conférences de presse, des tables rondes, ainsi que des conférences et des exposés sur les questions intéressant le système des Nations Unies et de publier des brochures et des bulletins sur des sujets particuliers.

Tableau 22.8

Ressources nécessaires

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	2 459,9	2 585,7	16	16
Autres rubriques	124,4	208,5	–	–
Total	2 584,3	2 794,2	16	16
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–

- 22.23 Le montant de 2 794 200 dollars est destiné à financer les éléments de dépenses suivants :
- a) 16 postes, pour un montant de 2 585 700 dollars, y compris une augmentation de 125 800 dollars justifiée par l'effet-report de la création d'un poste P-4 de chef du protocole et de la coordination en 2002-2003; et b) les autres rubriques (208 500 dollars), montant en augmentation de 84 100 dollars par rapport à l'exercice biennal précédent, en raison i) de la ventilation entre les sous-programmes des crédits affectés aux heures supplémentaires, inscrits auparavant en totalité à la rubrique « appui aux programmes » (15 200 dollars); ii) de la fourniture d'une aide temporaire supplémentaire compte tenu de l'élargissement des responsabilités du Bureau, qui est désormais chargé de la direction administrative du Groupe de coordination des statistiques et des services de conférence et de bibliothèque (12 200 dollars); et iii) d'un apport de fonds supplémentaires destinés à la réunion bisannuelle de deux groupes d'experts chargés de formuler des orientations politiques sur les questions de fond et sur la promotion de l'intégration régionale arabe (56 700 dollars).

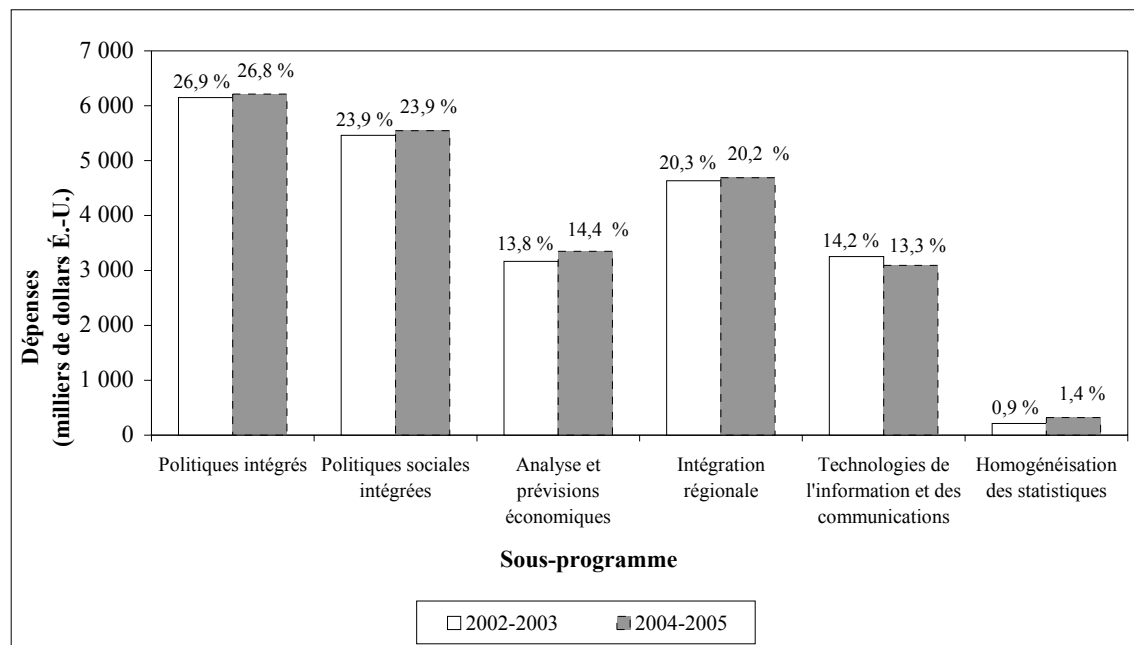
C. Programme de travail

Tableau 22.9

Ressources nécessaires, par sous-programme

Sous-programme	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Programme de travail				
1. Politiques de gestion intégrée des ressources régionales pour le développement durable	6 147,9	6 213,8	31	31
2. Politiques sociales intégrées	5 460,6	5 545,9	28	28
3. Analyse et prévisions économiques en matière de développement régional	3 164,8	3 347,4	16	17
4. Intégration régionale et adaptation à la mondialisation	4 633,2	4 689,0	23	23
5. Technologies de l'information et des communications au service de l'intégration régionale	3 253,2	3 092,0	16	15
6. Homogénéisation des statistiques en vue d'améliorer la planification et la prise de décisions	213,7	321,7	2	2
Total	22 873,4	23 209,8	116	116
Fonds extrabudgétaires	2 259,4	1 400,0	2	—

Prévisions de dépenses, par sous-programme (budget ordinaire)



Sous-programme 1

Politiques de gestion intégrée des ressources régionales pour le développement durable

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 6 213 800 dollars

- 22.24 La responsabilité fonctionnelle de ce sous-programme incombe à la Division du développement durable et de la productivité. Le programme de travail a été établi sur la base du sous-programme 1 du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 22.10

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif : Influencer favorablement sur l'intégration et la coopération régionales entre les pays membres de la CESAO en favorisant une approche concertée de la gestion intégrée et durable de l'eau et de l'énergie et des secteurs manufacturiers.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) Capacité accrue des pays membres de formuler des politiques intégrées visant une gestion efficace et durable des ressources en eau et en énergie, en tenant dûment compte des besoins et du rôle des femmes.

a) Mesures prises par les pays membres pour accroître le nombre d'institutions adoptant des politiques et des mesures propices à une exploitation plus durable des ressources en eau et en énergie.

b) Coopération régionale accrue dans la gestion des réseaux de ressources partagées en eau superficielle et souterraine et en énergie.

Mesures des résultats :
2000-2001 : 1 institutions
2002-2003 (estimation) : 4 institutions
2004-2005 (objectif) : 10 institutions

b) i) Nombre de mémorandums d'accord signés par les États membres en vue de planifier et de gérer conjointement les ressources en eau partagées;

Mesures des résultats :
2000-2001 : néant
2002-2003 (estimation) : 2 mémorandums d'accord signés sur les ressources en eau partagées
2004-2005 (objectif) : 4 mémorandums d'accord signés sur les ressources en eau partagées

ii) Nombre de pays ayant convenu de coopérer dans le domaine de l'énergie;

Mesures des résultats :
2000-2001 : 8 pays
2002-2003 (estimation) : 12 pays
2004-2005 (objectif) : 13 pays

iii) Nombre accru des activités du mécanisme régional concernant les systèmes d'énergie durable ainsi que des initiatives de partenariat dans les États membres.

Mesures des résultats :
2000-2001 : 1 activité/initiative
2002-2003 (estimation) : 2 activités/initiatives
2004-2005 (objectif) : 4 activités/initiatives

c) Capacité accrue des pays membres de formuler et mettre en oeuvre des politiques et des mesures favorables à un développement durable.

c) i) Intégration équilibrée des dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable dans la région; nombre d'États membres prévoyant des réformes institutionnelles pour dépasser le stade de la gestion traditionnelle de l'environnement;

Mesures des résultats :
2000-2001 : non connu
2002-2003 (estimation) : 3 institutions/politiques/instruments
2004-2005 (objectif) : 9 institutions/politiques/instruments

	<p>ii) Nombre accru de pays membres ayant adopté/appliqué des mesures de développement durable; nombre de mesures et/ou instruments adoptés/appliqués pour exploiter plus efficacement les ressources en eau et/ou faire cesser la dégradation des terres agricoles et inverser la tendance.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non connu 2002-2003 (estimation) : 1 mesure/instrument 2004-2005 (objectif) : 4 mesures/instruments</p>
d) Renforcement des moyens dont disposent les pays pour accroître la productivité et la compétitivité et améliorer les résultats des petites et moyennes entreprises afin de réduire la pauvreté.	<p>d) i) Nombre accru de pays ayant pris des initiatives en faveur des technologies et techniques de gestion novatrices visant à améliorer la productivité et la compétitivité et/ou augmentation du nombre de ces initiatives; réaction des petites et moyennes entreprises aux avantages tirés des informations diffusées par la CESAO;</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non connu 2002-2003 (estimation) : 1 initiative 2004-2005 (objectif) : 5 initiatives</p> <p>ii) Développement de nouveaux moyens institutionnels, par exemple parcs technologiques et pépinières d'entreprises; et accords d'établissement de réseaux/de regroupement.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non connu 2002-2003 (estimation) : 2 pays ayant formulé des politiques novatrices 2004-2005 (objectif) : 4 pays ayant formulé des politiques novatrices</p>

Facteurs externes

- 22.25 Les objectifs et les réalisations escomptées de ce sous-programme devraient se matérialiser dans la mesure où l'on pourra compter sur : a) un souci de coopération, sous la forme notamment de partenariats, de la part des États membres pour ce qui est de planifier et de gérer les ressources naturelles partagées; b) une constante disponibilité de ressources extrabudgétaires; c) une volonté de la part des États membres de prendre des mesures en faveur du progrès des technologies et de l'établissement des institutions voulues; d) une participation dynamique des petites et moyennes entreprises aux activités connexes de la CESAO; e) la volonté de la part des États membres de fournir les données et les informations nécessaires à l'établissement de bases de données et à la

surveillance de l'environnement; et f) des ressources suffisantes pour permettre aux gouvernements de prendre les mesures de développement qui s'imposent.

Produits

- 22.26 Au cours de l'exercice biennal, les activités ci-après seront exécutées :
- a) Service des organes intergouvernementaux et des organes d'experts :
 - i) Comité des ressources en eau :
 - a. Fourniture de services fonctionnels à la sixième session du Comité des ressources en eau (six séances);
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport présenté à la Commission sur les travaux du Comité des ressources en eau à sa sixième session;
 - ii) Comité de l'énergie :
 - a. Fourniture de services fonctionnels à la cinquième session du Comité de l'énergie (quatre séances);
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport présenté à la Commission sur les travaux du Comité de l'énergie à sa cinquième session;
 - iii) Groupe d'experts ad hoc : cinq réunions de groupes d'experts sur : a) l'accès aux informations environnementales comme moyen d'encourager la participation du public dans la région de la CESAO; b) les politiques nationales et sectorielles en faveur d'une société du savoir dans les pays arabes; c) la cessation de la dégradation des terres : questions et options; d) la deuxième réunion du Comité consultatif du développement scientifique et technique et des innovations technologiques; e) les perspectives de succès pour ce qui est de parvenir à la durabilité du secteur énergétique dans la région de la CESAO; et f) l'amélioration des systèmes de surveillance de l'environnement dans la région de la CESAO;
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Trois publications en série : rapport de la CESAO sur la mise en valeur des ressources en eau, No 1; examen des activités en faveur de la productivité et du développement durable, Nos 3 et 4;
 - ii) Huit publications isolées : rendement énergétique et utilisation de combustibles fossiles plus propres dans certains secteurs dans un éventail de pays de la CESAO; normes environnementales et compétitivité des secteurs économiques clefs; suivi des activités du mécanisme régional concernant les systèmes énergétiques durables; coopération interétatique/interrégionale en matière de gestion des ressources en eau partagées : sélection d'études de cas; état des connaissances et évaluation des besoins en matière de gestion internationale des ressources en eau dans la région de la CESAO; établissement de réseaux : recherche, mise en valeur et innovation dans les pays arabes; transfert des technologies à l'intention des petites et moyennes entreprises (PME) et recensement des possibilités d'investissements directs nationaux et étrangers dans certains secteurs; rôle des femmes dans les zones rurales : gestion des ressources en eau, conservation de l'énergie et protection de l'environnement;
 - iii) Matériel technique : établissement et tenue à jour de la page d'accueil de la CESAO sur la productivité et le développement durable, notamment le site Web sur le développement de AWARENET;

- iv) Sept séminaires à l'intention des utilisateurs extérieurs portant sur les questions suivantes : développement durable et compétitivité du secteur agroalimentaire; amélioration de la productivité agricole par le biais d'une gestion plus efficace des ressources en eau dans les exploitations agricoles; mécanisme régional concernant les systèmes énergétiques durables; développement rural : politiques, stratégies et institutions; application des directives de gestion internationale des ressources en eau; formulation d'indicateurs de développement rural et de profils de pays dans certains secteurs (agriculture, énergie, environnement, industrie, technologie et ressources en eau); gouvernance et ressources en eau : rôle des parties prenantes et des institutions de la société civile dans la gestion des ressources en eau;
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) : projet sur le terrain visant à permettre aux pays de se doter de capacités propres par le biais de nouvelles formes institutionnelles dans certains domaines prioritaires.

Tableau 22.11

Ressources nécessaires : sous-programme 1

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	5 682,4	5 737,8	31	31
Autres rubriques	465,5	476,0	—	—
Total	6 147,9	6 213,8	31	31
Fonds extrabudgétaires	616,0	100,0	—	—

- 22.27 Le montant de 6 213 800 dollars comprend : a) 5 737 800 dollars au titre du financement de 31 postes, soit une augmentation de 55 400 dollars imputable au reclassement d'un poste P-4 au niveau P-5, résultant de responsabilités supplémentaires dans les domaines de l'amélioration de la sécurité alimentaire, du développement économique durable et de la protection de l'environnement; b) 476 000 dollars au titre des autres rubriques, soit une augmentation de 10 500 dollars par rapport à l'exercice biennal 2002-2003, résultant principalement du fait que les ressources destinées à financer les heures supplémentaires, auparavant regroupées sous l'appui au programme, ont été ventilées par sous-programme.

Sous-programme 2
Politiques sociales intégrées

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 5 545 900 dollars

- 22.28 L'exécution de ce sous-programme relève de la Division du développement social. Son programme de travail a été établi d'après le sous-programme 2 du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 22.12

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif : Instaurer une coopération régionale visant la promotion de politiques sociales globales et intégrées adaptées à la région, respectueuses des cultures et ayant une orientation pratique.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) Renforcement des capacités des pays membres de formuler des politiques et programmes sociaux intégrés tenant compte de valeurs culturelles positives.

a) i) Nombre de responsables et autres utilisateurs qui reconnaissent l'importance, pour le développement social, de la formulation de politiques sociales intégrées;

Mesures des résultats :

2000-2001 : néant

2002-2003 (estimation) : 13 responsables et autres utilisateurs

2004-2005 (objectif) : 18 responsables et autres utilisateurs

ii) Nombre de pays membres ayant formulé et mis en oeuvre des politiques sociales appropriées.

Mesures des résultats :

2000-2001 : aucun

2002-2003 (estimation) : 3 pays

2004-2005 (objectif) : 8 pays

b) Création de nouveaux réseaux favorisant le développement social entre partenaires et acteurs du processus de développement aux niveaux régional, national et local.

b) i) Nombre de comités établis conjointement par les gouvernements et des institutions de la société civile, avec l'aide de la CESAO, aux niveaux régional, national et local;

Mesures des résultats :

2000-2001 : aucun

2002-2003 (estimation) : aucun

2004-2005 (objectif) : 3 comités conjoints

ii) Nombre d'ONG, aux niveaux régional, national et local, qui participent aux réunions de la CESAO.

Mesures des résultats :

2000-2001 : aucune

2002-2003 (estimation) : 15 ONG

2004-2005 (objectif) : 20 ONG

c) Amélioration de la capacité des dirigeants de tenir compte des sexospécificités et de réduire les inégalités entre hommes et femmes.

c) Augmentation du nombre de gouvernements et d'institutions tenant compte des sexospécificités afin de réaliser l'égalité des sexes.

	<p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : aucun 2002-2003 (estimation) : 3 pays 2004-2005 (objectif) : 5 pays</p>
d) Amélioration des capacités des décideurs d'adopter des politiques, mesures, mécanismes et programmes de lutte contre la pauvreté en vue de mettre en place des projets susceptibles d'aider les populations à trouver des emplois productifs.	<p>d) i) Nombre de mesures adoptées au Comité du développement social pour réduire la pauvreté et le chômage;</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : aucune 2002-2003 (estimation) : 3 mesures 2004-2005 (objectif) : 3 mesures</p> <p>ii) Nombre de personnes suivant une formation dans le cadre de projets;</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : 230 personnes 2004-2005 (objectif) : 280 personnes</p> <p>iii) Nombre de centres de documentation électronique conçus pour les aveugles.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : aucun 2004-2005 (objectif) : 1 centre</p>
e) Renforcement des capacités des responsables d'aborder, dans leurs stratégies, les questions de population et autres questions critiques concernant la gouvernance urbaine et la sécurité d'occupation.	<p>e) i) Nombre de pays membres ayant formulé des politiques démographiques intégrées;</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : aucun 2002-2003 (estimation) : 3 pays 2004-2005 (objectif) : 8 pays</p> <p>ii) Nombre d'initiatives de développement urbain élaborées dans les pays membres avec l'aide de la CESAO.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : néant 2004-2005 (objectif) : 2 plans nationaux d'orientation conjoints relatifs à la sécurité d'occupation et à la bonne gouvernance urbaine</p>

Facteurs externes

- 22.29 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés et les réalisations escomptées à condition que : a) les gouvernements des États membres acceptent que les ONG jouent un rôle plus important et concluent des partenariats efficaces avec elles; b) des mécanismes de coordination

appropriés soient mis en place pour faciliter la concertation entre les différentes parties concernées sur les politiques sociales intégrées; c) les États membres s'efforcent de tenir compte des sexospécificités; d) des fonds extrabudgétaires soient disponibles pour financer les projets et les activités d'assistance technique; e) on dispose de données et bases de données valables pour les indicateurs sociaux.

Produits

22.30 Les produits ci-après seront exécutés au cours de l'exercice biennal :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts :
 - i) Conseil économique et social : documentation à l'intention des organes délibérants : deux rapports sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé;
 - ii) Comité du développement social : a) services fonctionnels pour six réunions de la cinquième session du Comité du développement social; et b) documentation à l'intention des organes délibérants : un rapport à la Commission sur la cinquième session du Comité du développement social;
 - iii) Réunions de groupes spéciaux d'experts : sept réunions de groupes d'experts consacrées à la formulation de politiques démographiques intégrées; deuxième réunion du Comité consultatif de la CESA0 sur les ONG et le développement durable; mondialisation et emploi; statistiques migratoires intrarégionales; aménagement de villes vivables dans les pays arabes; sécurité d'occupation et bonne gouvernance urbaine; suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et répercussions dans la région de la CESA0; les politiques sociales dans la région;
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Quatre publications périodiques : rapport de la CESA0 sur la population et le développement; études sur les politiques sociales dans la région de la CESA0; rapport de 2005 sur la condition des femmes arabes; études sur les femmes arabes et le développement : parité, citoyenneté et rôle des ONG en Égypte;
 - ii) Deux publications isolées : les femmes et la société de l'information : le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration de la condition de la femme;
 - iii) Fascicules, fiches d'information, planches murales, dossiers d'information : dossiers d'information et indicateurs sur les femmes arabes; brochure sur les femmes et les hommes dans la vie publique et à des postes de responsabilité dans le monde arabe; planche murale sur la population et les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire; planche murale sur les principaux indicateurs du marché du travail;
 - iv) Supports techniques : bulletin électronique des statistiques de l'état civil dans les États membres de la CESA0; bases de données consultables sur le Web sur les indicateurs sociaux nationaux et régionaux, la parité, la santé, la population, la main-d'oeuvre; base de données et page d'accueil sur la politique démographique;

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

Projets opérationnels : huit projets concernant la création d'un centre régional pour la prise en compte systématique des questions de parité des sexes dans les pays de la CESA; renforcement des capacités et création de réseaux; développement de statistiques ventilées selon le sexe dans les pays arabes; politiques sociales; développement des communautés locales dans les zones rurales; relèvement du Sud-Liban et de la Palestine dans l'après-conflit; promotion de l'usage du braille pour les malvoyants; lancement d'une campagne régionale sur la sécurité de jouissance et la bonne gouvernance urbaine.

Tableau 22.13

Ressources nécessaires : sous-programme 2

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	5 038,5	5 143,1	28	28
Autres rubriques	422,1	402,8	—	—
Total	5 460,6	5 545,9	28	28
Fonds extrabudgétaires	1 512,2	300,0	2	—

- 22.31 Le montant de 5 545 900 dollars correspond : a) au financement de 28 postes, pour un montant de 5 143 100 dollars, y compris une augmentation de 104 600 dollars due au reclassement d'un poste d'agent local à la classe P-2/1, conséquence des fonctions supplémentaires qui lui ont été assignées en 2000-2001, et b) à un montant de 402 800 dollars au titre des autres rubriques, qui fait apparaître une réduction de 19 300 dollars, essentiellement due à la diminution des ressources nécessaires pour les services spécialisés, étant donné l'annulation d'un certain nombre de publications isolées, de supports techniques et de séminaires en 2004-2005.

Sous-programme 3
Analyse et prévisions économiques
en matière de développement régional

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 3 347 400 dollars

- 22.32 L'exécution de ce sous-programme relève de la Division de l'analyse économique. Le programme de travail correspondant a été établi d'après le sous-programme 3 du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 22.14

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif : Renforcer les capacités des pays membres de coordonner leurs politiques économiques et de parvenir à un développement économique en leur fournissant une évaluation quantitative des données et tendances économiques et financières.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) Prise en compte par les décideurs des variables et tendances macroéconomiques et des principales tendances dans les divers secteurs de production afin d'atteindre les objectifs de développement.

a) Impressions des utilisateurs sur les avantages que présentent pour eux les activités de la CESAO dans ce domaine;

Mesures des résultats :

2000-2001 : Néant

2002-2003 (estimation) : Néant

2004-2005 (objectif) : Augmentation de 25 % du degré de satisfaction des utilisateurs

b) Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des données et indicateurs économiques et financiers, et approfondissement de l'analyse, notamment en ce qui concerne l'intégration régionale

b) Ampleur des progrès dans la couverture des données et indicateurs économiques nationaux et régionaux et dans l'approfondissement de l'analyse.

Mesures des résultats :

2000-2001 : Néant

2002-2003 (estimation) : Néant

2004-2005 (objectif) : production et diffusion de quatre indicateurs

c) Meilleur accès des pays membres et des associations professionnelles aux données pertinentes et aux analyses sur la productivité et les tendances en la matière.

c) Élargissement de l'accès aux statistiques de production et de leur couverture.

Mesures des résultats :

2000-2001 : Néant

2002-2003 (estimation) : Néant

2004-2005 (objectif) : 5 entreprises/États membres

d) Amélioration des capacités des pays membres d'évaluer leur situation économique respective aux niveaux régional et international et des capacités des décideurs des pays membres d'intervenir dans les délais voulus.

d) Amélioration de l'accès aux modèles et/ou scénarios et projections diffusés par la CESAO.

Mesures des résultats :

2000-2001 : Néant

2002-2003 (estimation) : Néant

2004-2005 (objectif) : Production et diffusion de deux scénarios

Facteurs externes

- 22.33 Pour que les objectifs du sous-programme soient atteints et que les réalisations escomptées soient obtenues, les conditions ci-après devront être réunies : a) la croissance économique des pays membres n'est pas entravée par des facteurs extérieurs; b) les États membres disposent des

capacités voulues pour utiliser les modèles et les projections économiques; c) les États membres sont désireux d'appliquer le système de comptabilité nationale de 1993 et d'effectuer les conversions sur la base de la parité des pouvoirs d'achat; et d) des données et bases de données valables sur les indicateurs et statistiques économiques sont disponibles.

Produits

- 22.34 Les produits ci-après seront exécutés au cours de l'exercice biennal :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts : groupes spéciaux d'experts : réunion de groupes d'experts sur les comptes satellites dans la région de la CESA0;
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Dix publications périodiques : analyse des performances et évaluation de la croissance et de la productivité (2); indices annuels de production (2); les tendances économiques et leur impact (2); prévisions et perspectives mondiales (2); étude des développements économiques et sociaux dans la région de la CESA0 (2);
 - ii) Deux publications isolées : impact des variables économiques sur la dimension sociale du développement; analyse de politique macroéconomique pour la coordination régionale entre les pays membres de la CESA0;
 - c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) : cours, séminaires et ateliers de formation : atelier sur l'analyse et la gestion de la dette dans les pays membres de la CESA0.

Tableau 22.15

Ressources nécessaires : sous-programme 3

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	2 966,3	3 148,4	16	17
Autres rubriques	198,5	199,0	—	—
Total	3 164,8	3 347,4	16	17
Fonds extrabudgétaires	—	750,0	—	—

- 22.35 Le montant de 3 347 400 dollars correspond : a) au financement de 17 postes, pour un montant de 3 148 400 dollars, soit une augmentation de 182 100 dollars due à la réaffectation à ce sous-programme d'un poste à la classe P-2/1 relevant jusqu'alors du sous-programme 5, afin de renforcer les activités ayant trait à l'évaluation quantitative des données et tendances économiques et financières, et b) à un montant de 199 000 dollars au titre des autres rubriques, qui fait apparaître une augmentation de 500 dollars due à la répartition entre les différents sous-programmes d'une partie du crédit ouvert pour les heures supplémentaires, précédemment inscrit à la rubrique Appui au programme.

Sous-programme 4

Intégration régionale et adaptation à la mondialisation

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 4 689 000 dollars

- 22.36 La Division de la mondialisation et de l'intégration régionale est chargée de l'exécution du sous-programme. Son programme de travail a été établi d'après le sous-programme 4 du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 22.16

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif : Faciliter les flux transfrontières de biens, d'informations, de services, de personnes et de capitaux afin de relever le défi de la mondialisation.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) Facilitation des flux transfrontières de biens, d'informations, de services, de personnes et de capitaux entre les pays membres.

i) Davantage de pays membres prennent des mesures en vue de créer des commissions nationales de facilitation du commerce et des transports;

Mesures des résultats :

2000-2001 : un pays

2002-2003 (estimation) : deux pays

2004-2005 (objectif) : trois pays

ii) Davantage de pays établissent des liaisons de transport interrégional;

Mesures des résultats :

2000-2001 : non disponible

2002-2003 (estimation) : trois pays

2004-2005 (objectif) : six pays

iii) Davantage de pays adoptent ou entérinent des systèmes de facilitation des transports.

Mesures des résultats :

2000-2001 : non disponible

2002-2003 (estimation) : huit pays adoptent ou entérinent des systèmes de facilitation des transports

2004-2005 (objectif) : 16 pays adoptent ou entérinent des systèmes de facilitation des transports

b) Sensibilisation accrue des pays membres aux possibilités que leur offrent les nouveaux systèmes commerciaux régionaux et internationaux et aux problèmes économiques qu'ils risquent de poser.

i) Nombre de dispositions et règlements modifiés de manière à être conformes aux conditions énoncées dans l'Accord sur l'OMC;

	<p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : 40 lois et règlements mis en conformité 2004-2005 (objectif) : 60 lois et règlements mis en conformité</p> <p>ii) Un plus grand nombre de femmes (fonctionnaires et autres utilisatrices finales) participent aux réunions et séminaires de la CESAO consacrés à l'intégration régionale et mondiale.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : 15 participantes 2004-2005 (objectif) : 25 participantes</p>
c) Intérêt accru des investisseurs nationaux, intrarégionaux et étrangers pour les pays membres.	<p>c) Politiques et mesures adoptées par les pays membres pour appliquer le Consensus de Monterrey et favoriser les investissements étrangers directs.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : néant 2004-2005 (objectif) : adoption de trois politiques ou mesures s'inscrivant dans le cadre du Consensus de Monterrey</p>
d) Augmentation des capacités d'exportation des pays membres de la CESAO.	<p>d) Augmentation du nombre de procédures, politiques et mesures mises en application par les pays membres conformément au calendrier prévu pour la création de la zone élargie de libre-échange des pays arabes.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : deux procédures, politiques et mesures 2004-2005 (objectif) : trois procédures, politiques et mesures</p>

Facteurs externes

- 22.37 Le sous-programme doit atteindre les objectifs qui lui ont été assignés et mener aux réalisations escomptées dans la mesure où : a) les États membres de la CESAO feront preuve de leur détermination à donner suite aux recommandations faites lors de la Conférence internationale sur le financement du développement (Consensus de Monterrey); b) les États membres reconnaîtront de plus en plus l'importance de la coopération économique régionale dans le contexte actuel de la mondialisation; c) il y aura une volonté politique de ratifier des accords en matière de transports et d'adopter des mesures de facilitation des transports; d) des données et des bases de données

pertinentes sur les statistiques ayant trait au commerce, aux finances et aux transports seront disponibles.

22.38 Les produits ci-après seront exécutés au cours de l'exercice biennal :

- a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts :
 - i) Comité technique sur la libéralisation du commerce international et la globalisation économique dans les pays de la région de la CESA0 :
 - a. Services fonctionnels à la quatrième session du Comité (quatre séances);
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport à la Commission sur les travaux du Comité à sa quatrième session;
 - ii) Comité des transports :
 - a. Services fonctionnels aux cinquième et sixième sessions du Comité (12 séances);
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants : deux rapports à la Commission sur les travaux du Comité à ses cinquième et sixième sessions;
 - iii) Réunion ministérielle régionale organisée en préparation de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC : services fonctionnels destinés à quatre séances en 2005;
 - iv) Groupes spéciaux d'experts : trois réunions de groupes d'experts sur la facilitation des transports aux fins de l'intégration régionale, l'évaluation des progrès réalisés dans l'intégration régionale et la coopération interrégionale et le suivi des conclusions de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC;
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :
 - i) Trois publications en série : *Annual Review of Developments in Globalization and Regional Integration in the Countries of the ESCWA Region* (examen annuel des faits nouveaux intervenus dans le cadre de la mondialisation et de l'intégration régionale dans la région de la CESA0); *Cadre méthodologique du Système de transport intégré dans les pays arabes du Machreq*; *Examen des progrès réalisés au Yémen dans la mise en oeuvre du Nouveau programme d'action en faveur des pays les moins avancés*;
 - ii) Publications isolées (10) : rapport sur le suivi de l'adoption et de la mise en oeuvre de l'Accord sur les chemins de fer internationaux dans les pays du Levant; rôle des sociétés transnationales des pays développés et en développement dans la région de la CESA0; plan d'action pour la mise en oeuvre de l'Accord sur les routes internationales dans les États arabes du Machreq; progrès réalisés dans les règlements régissant les droits de propriété intellectuelle dans les pays arabes; incidences de l'intégration régionale sur certains secteurs dans quelques-uns des pays membres de la CESA0; rapport sur le développement de la coopération en matière de transports maritimes dans les pays arabes du Machreq; étude sur le suivi de la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey : progrès réalisés par les pays membres de la CESA0; étude sur la portée des engagements pris par les pays membres de la CESA0 ayant adhéré aux accords de l'OMC, aux accords de partenariat avec les pays européens et à la zone élargie de libre-échange des pays arabes; commerce et investissement dans les pays arabes; facilitation du commerce dans les pays arabes;
 - iii) Matériel technique : mise en place d'une base de données sur le système de transport intégré des pays arabes du Machreq; mise au point et actualisation d'une base de données sur les flux d'investissements étrangers directs, l'aide étrangère et les

opérations de Bourse; tenue à jour de la page d'accueil de la CESAO consacrée à la mondialisation et à l'intégration régionale.

Tableau 22.17

Ressources nécessaires : sous-programme 4

Rubrique	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	4 331,0	4 386,4	23	23
Autres rubriques	302,2	302,6	—	—
Total	4 633,2	4 689,0	23	23
Fonds extrabudgétaires	60,0	—	—	—

- 23.39 Le montant de 4 689 000 dollars se répartit comme suit : a) 4 386 400 dollars devant permettre de financer 23 postes et comprenant une augmentation de 55 400 dollars qui s'explique par le reclassement à la classe P-5 d'un poste P-4 auquel ont été affectées des tâches supplémentaires dans le domaine des transports; et b) 302 600 dollars au titre des dépenses autres que le coût des postes, une légère augmentation de 400 dollars étant prévue essentiellement pour couvrir les frais de voyage du personnel chargé d'activités liées à la coopération dans le secteur des transports.

Sous-programme 5
Technologies de l'information et de la communication
au service de l'intégration régionale

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 3 092 000 dollars

- 22.40 La Division des technologies de l'information et des communications est chargée de l'exécution du sous-programme. Son programme de travail a été établi d'après le sous-programme 5 du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 22.18

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif : Aider les pays membres à mieux tirer parti des technologies de l'information et de la communication aux fins du développement.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

a) Intérêt accru des pays membres pour les politiques tendant à intégrer les technologies de l'information et de la communication dans le processus de développement, renforcement des capacités institutionnelles et du cadre réglementaire dans le contexte du processus de développement et notamment mise en oeuvre des recommandations émanant du Sommet mondial sur la société de l'information et participation active à la deuxième session du Sommet.

b) Interconnexions accrues dans les pays membres et entre eux.

c) Accroissement de l'impact positif des technologies de l'information et de la communication dans certains domaines du développement moyennant une exploitation plus systématique des applications prometteuses et des résultats d'expériences fructueuses.

a) Nombre de pays membres ayant adopté les recommandations du Sommet mondial sur la société de l'information se rapportant aux priorités régionales.

Mesures des résultats :

2000-2001 : néant

2002-2003 (estimation) : néant

2004-2005 (objectif) : six pays

b) i) Nombre d'initiatives visant à établir des normes relatives aux spécificités régionales, mises en oeuvre avec la participation de la CESAO;

Mesures des résultats :

2000-2001 : néant

2002-2003 (estimation) : deux initiatives régionales

2004-2005 (objectif) : trois initiatives régionales

ii) Nombre de pays ayant élaboré des politiques en matière de technologies de l'information et de la communication en vue d'améliorer les infrastructures, réseaux et services de télécommunication.

Mesures des résultats :

2000-2001 : néant

2002-2003 (estimation) : trois pays

2004-2005 (objectif) : quatre pays

c) i) Nombre d'initiatives mises en oeuvre avec la participation de la CESAO et visant à promouvoir les applications des technologies de l'information et de la communication dans les pays membres;

	<p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : quatre initiatives portant sur les technologies de l'information et de la communication 2004-2005 (objectif) : six initiatives portant sur les technologies de l'information et de la communication</p> <p>ii) Nombre de pays exploitant des applications prometteuses des technologies de l'information et de la communication.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : trois pays dotés de politiques en matière de technologies de l'information et de la communication 2004-2005 (objectif) : quatre pays dotés de politiques en matière de technologies de l'information et de la communication</p>
d) Promotion renforcée du rôle des technologies de l'information et des communications dans l'accroissement de la productivité des entreprises et meilleur accès à ces technologies parmi les couches pauvres de la population des pays de la région, dans le but de réduire le fossé numérique.	<p>d) Nombre d'initiatives portant sur les technologies de l'information et de la communication, qui visent à accroître la compétitivité des entreprises, à créer des emplois et à atténuer la pauvreté, au profit des jeunes et des femmes en particulier.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : une initiative portant sur les technologies de l'information et de la communication 2004-2005 (objectif) : trois initiatives portant sur les technologies de l'information et de la communication</p>
e) Accès plus aisé aux données socioéconomiques nationales et régionales.	<p>e) Les États membres font davantage appel aux bases de données de la CESA0 et y apportent une contribution accrue.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : néant 2004-2005 (objectif) : création de six modules de bases de données</p>

Facteurs externes

- 22.41 Le sous-programme doit permettre d'atteindre les objectifs fixés et de mener aux réalisations escomptées dans la mesure où : a) les États membres de la CESA0 appuieront l'action qui est menée pour encourager l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en

vue d'améliorer la compétitivité et la productivité; b) il y aura suffisamment d'infrastructures et d'applications informatiques pour favoriser la création de réseaux et d'interconnexions; c) les États membres s'emploieront à donner suite aux recommandations faites lors du Sommet mondial sur la société de l'information.

Produits

22.42 Les produits ci-après seront exécutés durant l'exercice biennal :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts : trois groupes spéciaux d'experts sur les projets de pépinières d'entreprises spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication; les cadres juridiques et réglementaires régissant le commerce électronique dans les pays membres de la CESAO; une conférence préparatoire régionale en vue du deuxième Sommet mondial sur la société de l'information;
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Deux publications en série : *Review of Information and Communication Technologies and Development* (Nos 3 et 4) (Technologies de l'information et de la communication et développement);
 - ii) Sept publications isolées: accès à des documents en arabe sur l'Internet : questions, politiques et normes; centres de données et hôtes Internet – possibilités d'intégration régionale; renforcement des infrastructures, services et politiques de télécommunications dans les pays membres de la CESAO; technologies de l'information et des communications au service de la lutte contre la pauvreté dans certains pays membres de la CESAO; gestion de l'information et des données dans le secteur public; systèmes de diffusion et techniques d'intégration des processus : besoins et conditions à réunir dans la région de la CESAO; vers une société du savoir dans les pays arabes – stratégies et modalités d'exécution;
 - iii) Matériel technique : mise au point du système d'information statistique de la CESAO : ressources énergétiques et consommation, ressources en eau et consommation, population, indicateurs sociaux, condition de la femme, commerce, comptes nationaux, travail, santé et statistiques de l'état civil, transports, finances et modules de bases de données;
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) : projets sur le terrain : deux projets pilotes sur les nouvelles technologies au service de la lutte contre la pauvreté dans quelques-uns des pays membres de la CESAO.

Tableau 22.19

Ressources nécessaires : sous-programme 5

Rubrique	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	3 015,5	2 833,4	16	15
Autres rubriques	237,7	258,6	—	—
Total	2 153,1	3 092,0	16	15
Fonds extrabudgétaires	71,2	250,0	—	—

- 22.43 Le montant de 3 092 000 dollars se répartit comme suit : a) 2 833 400 dollars devant permettre de financer 15 postes et accusant une baisse de 182 100 dollars par suite du redéploiement d'un poste de la classe P-2/1 au sous-programme 3; et b) 258 600 dollars au titre des dépenses autres que le coût des postes, en augmentation de 20 900 dollars en raison de dépenses supplémentaires au titre de l'assistance temporaire (autres que pour les réunions) à laquelle il faudra faire appel pour créer 16 modules de base de données pour le système d'information statistique de la CESAO.

Sous-programme 6

Homogénéisation des statistiques comparables en vue d'améliorer la planification et la prise de décisions

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 321 700 dollars

- 22.44 Ce sous-programme est placé sous la responsabilité du Groupe de coordination des statistiques, qui assure le secrétariat du Comité directeur interdivisions pour les statistiques. Ce comité coordonne l'exécution du programme de travail par toutes les divisions. Le programme de travail a été élaboré sur la base du sous-programme 6 du programme 18 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

Tableau 22.20

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats

Objectif: Améliorer la capacité des pays à prendre des décisions en connaissance de cause à l'aide de statistiques et faire en sorte que des statistiques comparables soient davantage et plus rapidement disponibles.

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement des capacités nationales en matière de production et de diffusion de statistiques de qualité.	a) Nombre de mesures adoptées par les pays membres en vue d'harmoniser leurs statistiques et d'en améliorer la qualité.

	<p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : néant 2002-2003 (estimation) : néant 2004-2005 (objectif) : cinq mesures adoptées</p>
b) Renforcement de la capacité des pays membres à appliquer des systèmes de comptabilité nationale comparables.	<p>b) i) Nombre de pays effectuant des conversions sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPP);</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : aucun 2004-2005 (objectif) : 11 pays</p> <p>ii) Nombre de pays appliquant le Système de comptabilité nationale de 1993.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : 3 pays 2004-2005 (objectif) : 6 pays</p>
c) Renforcement de la capacité des pays membres à produire et à utiliser des statistiques et des indicateurs sectoriels pour mesurer la productivité et la performance et suivre les politiques de développement menées dans ces secteurs, et plus particulièrement des statistiques et des indicateurs sur le développement durable dans des domaines d'action nouveaux tels que l'amélioration de la situation des femmes et la lutte contre la pauvreté.	<p>c) Couverture accrue ou diffusion plus large des statistiques relatives au commerce, aux transports, aux ressources naturelles, à l'énergie et à l'environnement.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : néant 2004-2005 (objectif) : augmentation de 20 % en moyenne de la couverture des banques de données</p>
d) Production et utilisation plus systématiques par les pays membres des indicateurs sociaux de base nécessaires au suivi des politiques de développement social.	<p>d) Nombre d'indicateurs mis au point et adoptés par les pays membres en vue de suivre l'évolution de divers aspects du développement social.</p> <p><i>Mesures des résultats :</i> 2000-2001 : non disponible 2002-2003 (estimation) : 10 indicateurs sociaux 2004-2005 (objectif) : 12 indicateurs sociaux</p>

Facteurs externes

- 22.45 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs qui ont été fixés et mener aux réalisations escomptées dans la mesure où : a) les États Membres sont disposés à communiquer des données et des éléments d'information pour la constitution de bases de données et le suivi environnemental; et b) les données nécessaires à la constitution de bases de données et à la mise au point d'indicateurs sociaux sont disponibles et exploitables.

Produits

- 22.46 Les produits ci-après seront exécutés au cours de l'exercice biennal :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts :
 - i) Comité de statistique :
 - a. Fourniture de services fonctionnels pour six séances de la sixième session du Comité de statistique;
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports à la Commission sur les travaux de la sixième session du Comité de statistique;
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'un groupe d'experts sur la compilation des statistiques relatives au commerce des services;
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :
 - i) Cinq publications en série : *Compendium of Social Statistics and Indicators* (Répertoire des statistiques et indicateurs sociaux); *External Trade Bulletin of the ESCWA Region* (2) (Bulletin du commerce extérieur de la région de la CESA); *National Accounts Studies of the ESCWA Region* (2) (Études sur la comptabilité nationale des pays de la région de la CESA);
 - ii) Produits techniques : bulletin des statistiques de l'état civil dans les États membres de la CESA; tenue à jour des six modules du système d'information statistique de la CESA : bases de données sur les transports et le commerce; base de données sur la comptabilité financière et la comptabilité nationale; base de données en ligne sur les ressources énergétiques nationales et régionales et leur utilisation; bases de données en ligne sur les ressources en eau nationales et régionales et leur utilisation; bases de données en ligne sur les indicateurs sociaux et les statistiques existant au plan national et à l'échelon régional sur la situation des femmes, la population, la main-d'oeuvre, la santé et l'état civil; fiches statistiques sur la région de la CESA;
 - c) Coopération technique (budget ordinaire) : projets opérationnels : programme de comparaison internationale.

Tableau 22.21

Ressources nécessaires : sous-programme 6

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	196,8	301,3	2	2
Autres rubriques	16,9	20,4	—	—
Total	213,7	321,7	2	2

- 22.47 Le montant de 321 700 dollars comprend : a) 301 300 dollars devant permettre de continuer à financer deux postes et accusant un accroissement de 104 500 dollars imputables à l'effet-report de la création de postes en 2002-2003; et b) 20 400 dollars pour les dépenses afférentes aux autres

rubriques, en augmentation de 3 500 dollars qui seront affectés à la réunion d'un groupe d'experts sur la compilation de statistiques relatives au commerce des services.

D. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 24 946 800 dollars

- 22.48 L'appui au programme comprend la Division des services administratifs, la Division de la planification du programme et de la coopération technique, la Section des services de conférence et la bibliothèque.

Produits

- 22.49 Les produits attendus de la Division des services administratifs sont notamment les suivants :
- a) Administration générale et gestion : planification, suivi et évaluation des activités et des programmes de coopération technique de la CESAO financés sur le budget ordinaire et à l'aide de fonds extrabudgétaires;
 - b) Gestion des ressources humaines : recrutement et affectations; services d'administration du personnel et d'aide sociale au personnel; formation; organisation des carrières et amélioration des compétences techniques; relations entre le personnel et la direction; administration de la justice; règlement des litiges; services médicaux et avis juridiques;
 - c) Services budgétaires et financiers : conseiller le Secrétaire exécutif sur toutes les questions liées à l'administration, à la gestion, à la sécurité et à l'organisation; services d'orientation, de coordination et d'appui aux directeurs de programme pour l'élaboration du projet de budget-programme et des rapports sur l'exécution du budget; contrôle d'ensemble de l'utilisation des crédits inscrits au budget ordinaire et des fonds extrabudgétaires; fourniture de services comptables et de paiement (états de paie, fournisseurs, indemnités journalières de subsistance et autres indemnités); coordination du Système intégré de gestion (SIG);
 - d) Services informatiques : services informatiques et infrastructure et standardisation des logiciels et du matériel; fourniture de services internes de programmation à toutes les divisions organiques afin d'assurer la compatibilité avec les technologies existantes et de mettre en place un système centralisé de gestion des fonctions de contrôle pour le réseau local; fourniture de services de visioconférence; optimisation des sites Internet et Intranet de la CESAO;
 - e) Services généraux : administration de l'application de l'accord de siège conclu entre l'ONU et le gouvernement hôte; gestion et entretien des locaux; services commerciaux et services d'achat; appui aux transmissions (satellites, réseau de radiodiffusion, téléphone et télécopie); services de transport, de logistique et de voyage; liaison avec les représentants du pays hôte; protection du personnel et des biens; services postaux; tenue du registre central et du système d'archivage; gestion des magasins et des stocks.
- 22.50 Les produits attendus de la Division de la planification des programmes et de la coopération technique sont les suivants :
- a) Planification, contrôle et évaluation : planification, contrôle et évaluation du programme de travail, des activités relevant du budget ordinaire et des activités extrabudgétaires, y compris la coordination au sein de la CESAO et avec d'autres organismes appartenant au système des Nations Unies ou extérieurs à celui-ci;

- b) Gestion des activités de coopération technique : fourniture d'un appui administratif aux fins de l'élaboration, de la préparation, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des projets; fourniture aux pays membres de services consultatifs, à leur demande, par l'intermédiaire d'un groupe d'experts hautement qualifiés, et aide au renforcement des capacités dans le cadre d'ateliers et de séminaires; liaison avec les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les gouvernements et organismes donateurs, ainsi que collecte de fonds.

22.51 Les produits attendus de la Section des services de conférence et de la bibliothèque sont les suivants :

- a) Services de conférence et de bibliothèque : services de conférence à l'intention des organes directeurs de la CESAO et de réunions d'organes intergouvernementaux tenues sous ses auspices, y compris la préparation et la coordination des séances officielles; services d'interprétation, d'établissement des procès-verbaux de séance, de traduction et d'édition; services de documentation et de publication; appui sous forme de services de secrétariat et de services techniques;
- b) Service de bibliothèque : services de bibliothèque et d'information à l'intention du personnel, des États membres, des bibliothèques de l'ONU, des bibliothèques de dépôt et d'autres clients; acquisition de publications et de bases de données; indexation des documents de la CESAO sur le Système de diffusion électronique des documents pour les rendre consultables par les utilisateurs de l'Internet; et conception des pages d'accueil Internet/Intranet de la bibliothèque.

Tableau 22.22

Tableau récapitulatif des ressources nécessaires

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2002-2003	2004-2005 (avant réévaluation des coûts)	2002-2003	2004-2005
Budget ordinaire				
Postes	17 668,5	18 750,0	159	159
Autres rubriques	6 601,1	6 196,8	—	—
Total	24 269,6	24 946,8	159	159
Fonds extrabudgétaires	97,3	—	—	—

- 22.52 Les ressources nécessaires, d'un montant de 24 946 800 dollars, se répartissent comme suit :
- a) 18 750 000 dollars pour le maintien de 159 postes, dont un accroissement de 1 081 500 dollars imputable à l'effet-report de la création de postes en 2002-2003; et b) 6 196 800 dollars pour les dépenses afférentes aux autres rubriques, en diminution de 404 300 dollars, résultat net, calculé pour l'essentiel sur la base des dépenses constatées, d'augmentations et de diminutions au titre de divers objets de dépense.

Tableau 22.23

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle interne et externe et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Paragraphe 17, partie III de la résolution 56/242 de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'assurer intégralement la publication de tous les documents et publications de la CESAO en langue arabe ainsi que dans les autres langues de travail de la Commission.

La CESAO s'est engagée à ce que 80 % des documents soient publiés en langue arabe pendant la période 2002-2003, et 100 % au cours de l'exercice biennal 2004-2005, tout en maintenant à son niveau actuel le pourcentage de documents publiés en anglais et en français.

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/56/7)

Le Comité a demandé que le Secrétaire général fasse procéder à une enquête sur les pratiques des autres bureaux des Nations Unies pour ce qui est d'ajuster la rémunération des agents contractuels afin de réduire l'écart avec celle des agents locaux employés par l'ONU, et formule, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005, des propositions quant aux politiques qui pourraient être adoptées en la matière (par. V.70).

Compte tenu des recommandations du Comité des marchés du Siège et du Bureau des affaires juridiques, la CESAO a cessé d'ajuster la rémunération des agents contractuels employés par un sous-traitant local pour assurer des services d'appui fonctionnel externalisés. Un nouveau contrat avec effet à compter d'août 2002 ne prévoit pas d'ajustement de cette nature.

La Commission a demandé que, dans le prochain projet de budget, le secrétariat de la Commission indique clairement les incidences que les résultats de l'évaluation auront sur son fonctionnement et sur ses prévisions budgétaires (par. V.72).

Bien que ses ressources doivent rester les mêmes, la CESAO s'emploiera à maximiser l'impact des services consultatifs régionaux en formulant une stratégie reliant ces services aux priorités du programme de travail, de manière à pouvoir assurer des services de courte durée qui n'existent pas en interne en vue de répondre à des demandes spéciales.

Le Comité consultatif s'est inquiété que la CESAO consacre des ressources importantes à la production de publications qui seraient de peu d'utilité pour le public ciblé (par. V.74).

Au cours de l'exercice biennal 2002-2003, la CESAO a réduit le nombre de ses produits, dont certaines publications, de 15 %; après examen, elle a encore réduit ce nombre de 12 % afin de mieux servir son public, de sorte que les publications pourront être produites dans les langues des lecteurs ciblés.

Rapport du Bureau des services de contrôle interne (audit de la Commission réalisé en avril 2001)

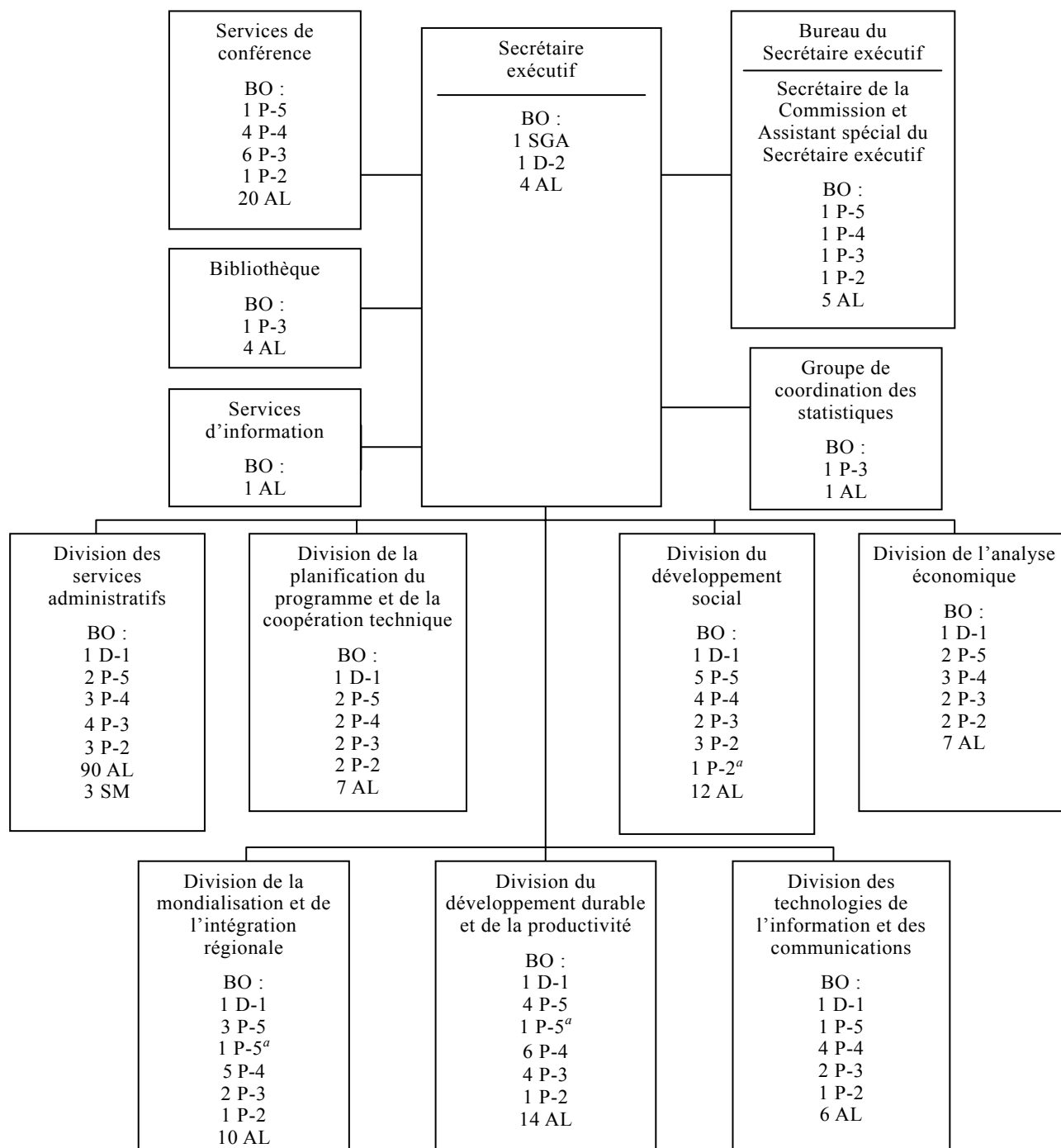
Définir un cadre de planification et d'exécution du programme de travail ou réaliser une évaluation approfondie des produits en fonction du réaménagement des priorités du programme de la Commission.

Renforcer la coordination dans l'élaboration des plans de travail, et répartir clairement les responsabilités en ce qui concerne : la préparation et le suivi du budget; l'exécution des projets; l'assurance de la qualité; et la collecte de fonds.

Améliorer les fonctions de gestion des ressources humaines et de gestion financière.

Comme le Bureau des services de contrôle interne l'indique au paragraphe 95 de son rapport (A/57/451), la CESAO a mené à bien l'application de 28 recommandations sur les 29 qu'il avait formulées.

Conseil économique et social pour l'Asie occidentale **Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal** **2004-2005**



Abréviations : SGA : Secrétaire général adjoint; SM : agent du Service mobile; AL : agent local;
 BO : budget ordinaire.

^a Postes reclassés.

Annexe

Produits récurrents qui ne seront pas exécutés au cours de l'exercice biennal 2004-2005

<i>A/56/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Motif pour lequel le produit ne sera pas exécuté</i>
b) i)	<i>Studies on Arab Women and Development Series, No. 32: Globalization, Poverty and the Gender-based Division of Labour in Selected ESCWA Member Countries</i> (Série d'études sur les femmes arabes et le développement, No 32 : Mondialisation, pauvreté et division du travail fondée sur le sexe dans certains pays membres de la CESA0).	1	La fréquence de parution varie selon les numéros.
Total		1	